

NON CLASSÉ

Grilles de salaire – Logistique

30 JUIN 2021



Pour rappel, l'avenant au Protocole d'accord relatif aux conditions spécifiques d'emploi des personnels des entreprises exerçant des activités de prestations logistiques portant sur les rémunérations, a été signé le 21 mai 2021. Les nouvelles grilles entrent en application le 1er juin 2021.

Projet de loi Climat : contraindre plutôt qu'accompagner est une erreur

La protection de l'environnement, la réduction des gaz à effet de serre et la décarbonation de l'économie sont des enjeux fondamentaux pour les années à venir. Nul ne peut raisonnablement contester.

Dans ce contexte, à l'instar de l'ensemble de la société civile, il est logique que les acteurs économiques, et notamment les TPE-PME, poursuivent leur engagement dans des démarches de transformation de fonctionnement et de production. Pour autant, les pouvoirs publics doivent prendre en compte l'impact économique.

Le projet de loi Climat issu des travaux d'une « Convention Citoyenne » a la légitimité pour le moment. Mais, contestable, n'est malheureusement pas exempt de tout reproche en la matière. Loin s'en faut. Certaines des mesures prévues dans ce texte sont aussi vertueuses que coûteuses, voire même inapplicables pour les petites entreprises. Il en va ainsi de la généralisation de la consigne du verre ou de l'obligation de conditionnement au vrac.

Par ailleurs, ce texte, au travers d'une hausse de la fiscalité du transport routier de marchandises, fragilise économiquement un secteur pourtant vital à l'approvisionnement de nos concitoyens. Ces dernières années, l'activité du pavillon français a ainsi reculé de 90% à 60% sur le territoire national. Plutôt que de pénaliser, le transport routier aurait besoin qu'on l'accompagne dans sa transition énergétique et qu'on n'affaiblisse pas sa compétitivité au bénéfice d'opérateurs européens, sans réduction des émissions.

De même, la création d'un « délit d'écocide » aux contours juridiques flous, s'inscrit en contradiction avec la volonté affichée par le ministère de l'Industrie de réindustrialiser la France et d'accroître son attractivité. Le principe de précaution risquerait de se transformer en principe d'inaction, au détriment de la création d'emplois.

Enfin, il est à souligner que ce texte qui s'inscrit dans la lignée de lois récentes sur la mobilité ou l'économie circulaire dont il reprend certains sujets, se traduira par une avalanche de décrets. Rappelons qu'une loi sur l'économie circulaire a généré plus de 140 décrets d'application et que nombre d'entre eux ont subi un retard dans leur publication !

Contraindre plutôt qu'accompagner et inciter est aux antipodes des démarches de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) que promeut la CPME depuis de nombreuses années.

[Consulter l'avenant](#)

Accessible uniquement aux adhérents de l'OTRE